CA1 EA 96V36 FRE DOCS

> CA1 EA 96V36 FRE DOCS Visite du Premier ministre Alain Juppe du 9 au 11 juin 1996 43278894

·63005392(F)

Dept. of External Alleirs Min. des Affairos extérieures

APE & 1997

RETURN TO DEMATMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA RIBLIOTHEQUE DU MINISTE

Visite du Premier ministre Alain Juppé

du 9 au 11 juin 1996



Ottawa, Canada, K1A10A2

Communiqué

Date:

le 30 mai 1996

Pour publication: immédiate

VERSION CORRIGÉE

LE PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE **VISITERA LE CANADA**

Le Premier ministre Jean Chrétien a annoncé aujourd'hui que M. Alain Juppé, Premier ministre de la République française, effectuera une visite au Canada, qui aura lieu du 9 au 11 juin. M. Juppé sera accompagné à cette occasion d'une délégation ministérielle et parlementaire de même que d'un groupe de chefs d'entreprises.

« Nos relations avec la France sont fructueuses et amicales. Cette visite nous permettra de renforcer notre partenariat transatlantique et d'approfondir nos liens économiques, lesquels connaissent un dynamisme et une qualité sans précédent », a déclaré M. Chrétien

À Ottawa, les 9-10 juin, le Premier ministre Juppé rencontrera le Gouverneur général Roméo LeBlanc et le Premier ministre Chrétien. Leurs entretiens porteront sur diverses questions bilatérales, notamment l'expansion du commerce et des investissements, et sur des dossiers internationaux d'intérêt commun tels la Francophonie, le G7 et la situation en ex-Yougoslavie. Par ailleurs, le Premier ministre Juppé recevra un doctorat honoris causa de l'Université d'Ottawa.

Le 10-11 juin, le Premier ministre Juppé sera au Québec où il rencontrera le Premier ministre Lucien Bouchard.

La délégation ministérielle française qui accompagnera le Premier ministre Juppé au Canada sera formée de M. Franck Borotra, ministre de l'Industrie, de la Poste et des Télécommunications, de M. Guy Drut, ministre délégué à la Jeunesse et aux Sports, ainsi que de M^{me} Margie Sudre, secrétaire d'État chargé de la Francophonie.

- 30 -

Service de presse du CPM: (613) 957-5555

Lanadä

CONTEXT



CONTEXTE

RELATIONS FRANCE-CANADA

Les relations entre la France et le Canada sont fructueuses et amicales. Les deux pays entretiennent des contacts soutenus grâce aux nombreuses visites effectuées par leurs dirigeants dans un cadre bilatéral ou multilatéral. Ainsi, en juin 1995, le président Jacques Chirac a participé au Sommet du G-7 à Halifax et il en a profité pour avoir des entretiens bilatéraux avec le premier ministre, M. Jean Chrétien. Les deux hommes se sont à nouveau rencontrés à Cotonou en marge du Sommet de la Francophonie en décembre 1995. Ils ont tous deux participé au Sommet des bâtisseurs de la paix à Charm el-Cheikh (Égypte) puis plus récemment au Sommet sur la sûreté et la sécurité nucléaires à Moscou. Ils se reverront au Sommet du G-7 de Lyon. Le gouverneur général, M. Roméo LeBlanc, représentait le Canada à Paris, en janvier dernier, à l'occasion des funérailles de François Mitterrand, ancien président de la France. Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, peu de temps après sa nomination, a rencontré son homologue français, M. Hervé de Charette, à l'occasion d'une visite à Paris. Par ailleurs, de nombreuses visites de ministres et de hauts fonctionnaires ont eu lieu de part et d'autres.

La France et le Canada collaborent étroitement dans le cadre de nombreuses instances internationales comme l'ONU (Organisation des Nations unies), le G-7, l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) ou la Francophonie. Un dialogue soutenu s'est établi entre le Canada et la France sur un grand nombre de sujets d'intérêt mutuel allant des forces de maintien de la paix à Haïti et en Bosnie en passant par le renforcement des liens transatlantiques, ou le désarmement.

À la suite de la délimitation des frontières maritimes entre le Canada et la France au large de Saint-Pierre-et-Miquelon, un accord sur les pêches fut signé, à Paris, par les premiers ministres Jean Chrétien et Édouard Balladur. Une collaboration fructueuse s'est établie entre les gestionnaires des pêches de nos deux pays pour sa mise en oeuvre. Un accord visant la coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre-et-Miquelon a aussi été conclu en 1994 et la Commission mixte qui en est résultée, comprenant des représentants des différents niveaux de gouvernement et du secteur privé, s'est réunie en mai 1996.

La coopération culturelle entre la France et le Canada est planifiée au niveau gouvernemental dans le cadre de l'accord culturel de 1965 et de nombreux programmes d'échange. Une quinzaine de centres d'études canadiennes contribuent de façon significative à faire connaître le Canada en France. De plus, nos pays ont établi un partenariat spécial dans le domaine de l'audiovisuel en signant des accords de coproduction et en collaborant à la chaîne TV-5 et dans le domaine du multimédia. La rénovation du Centre culturel canadien à Paris contribuera à faire de la capitale française un centre de rayonnement de la culture canadienne en France et dans le reste de l'Europe. La Commission mixte scientifique Canada-France a tenu, en mai 1996, une réunion qui a permis de dynamiser nos relations dans ce domaine de pointe.

Commerce, investissements et technologie

- La France s'est résolument hissée, et solidement ancrée, au cours des dix dernières années au sixième rang des partenaires économiques du Canada après les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Chine. Les relations économiques bilatérales connaissent en effet un dynamisme et une qualité sans précédent. Elles se caractérisent non seulement par une augmentation du commerce des produits et un foisonnement spectaculaire du tourisme, mais aussi par la formidable croissance des échanges scientifiques et technologiques, des alliances stratégiques et des investissements qui constituent le phénomène le plus remarquable. Sans vouloir en diminuer l'importance, ce n'est plus le secteur primaire qui domine les échanges mais bien les secteurs secondaire et tertiaire. La France occupe désormais une place centrale en tant que partenaire économique du Canada et l'évolution de cette situation est appelée à se poursuivre favorablement au cours des prochaines années.
- L'année 1995 aura été très fructueuse pour le commerce bilatéral. Selon Statistique Canada, les exportations canadiennes vers la France ont augmenté en valeur de 41 p. 100 par rapport à 1994 alors que les exportations françaises vers le Canada étaient en hausse de 24 p. 100. Au total, pour l'ensemble de 1995, le commerce bilatéral a atteint les 5 milliards de dollars par rapport à 3,9 milliards l'an dernier.
- Le marché français est un débouché de plus en plus important pour les produits finis canadiens à forte valeur ajoutée, notamment dans le secteur des technologies de pointe. En effet, plus du tiers des exportations canadiennes proviennent des secteurs comme l'aéronautique, les transports, l'équipement électrique et mécanique, et les instruments de précision. D'autres secteurs, tels les télécommunications, l'environnement et la biotechnologie, connaissent une forte croissance. Dans l'agroalimentaire, de nouveaux créneaux se développent pour les oléagineux, les produits alimentaires transformés et les fruits de mer.
- Les relations économiques France-Canada ne sauraient toutefois être définies strictement au regard du seul commerce des produits. Non seulement le commerce des services connaît-il une croissance sans précédent mais encore estime-t-on que sa valeur dépasse les 1,6 milliard de dollars, soit plus de 30 p. 100 du commerce des marchandises. Le commerce des services est composé principalement des services de transport et de fret, des services d'affaires et du tourisme. À lui seul, le tourisme génère, avec près de 1 million de visiteurs par année, environ 1 milliard de dollars en revenus répartis à peu près également entre les deux pays. Les 435 000 touristes français qui ont visité le Canada en 1995 ont dépensé environ 450 millions de dollars et soutenu 14 000 emplois principalement au sein des petites et moyennes entreprises.
- Pour leur part, les investissements directs, les alliances stratégiques, les échanges technologiques et la coopération sectorielle font preuve de la plus grande vigueur et sont porteurs d'un avenir prometteur.
- C'est ainsi que l'implantation canadienne en France s'est fortement développée. De 1985 à 1995, le stock d'investissements canadiens y a été multiplié par 10, pour atteindre 1,9 milliard de dollars. La France est devenue le neuvième pays destinataire des investissements canadiens à l'étranger, avec 1,6 p. 100 du total et plus d'une centaine d'entreprises canadiennes. Parmi elles, on retrouve Northern Telecom, Alcan, Bata, Cascades, Quebecor, Tembec, McCain Foods, Newbridge, Seagram.

- Durant la même période, la valeur des investissements français au Canada a été multipliée par un facteur de 3,5 et la France constitue désormais le cinquième investisseur étranger au Canada avec un portefeuille de 5,3 milliards de dollars, soit 3 p. 100 des investissements étrangers et plus de 340 entreprises. Ces investissements sont répartis dans l'ensemble du pays où ils génèrent 40 000 emplois dont 23 000 dans le secteur manufacturier. La présence française au Canada est concentrée dans les secteurs de l'électronique (GEC-Alsthom, Jeumont-Schneider), des technologies de l'information (Thomson-CSF, Alcatel, Bull), de l'aérospatiale (Aérospatiale), des produits pharmaceutiques (Rhône-Polenc, Institut Mérieux), des mines (Cogema, BRGM), des produits semi-finis (Pechiney, Lafarge, AirLiquide), de la banque (BNP, Société Générale, Crédit Lyonnais) et de l'assurance (les AGF, le GAN, Axa, Mutuelles du Mans).
- Bien que difficilement quantifiable, il existe une solide, quoique récente, tradition de partenariats stratégiques et d'échanges technologiques entre la France et le Canada, particulièrement dans le domaine de la haute technologie, qui ont générés des investissements importants. Dans un premier temps, le projet de métro de Montréal a vu la France transférer sa technologie au Canada avec un succès tel que ce transfert a permis l'apparition d'une industrie locale qui s'est vite hissée au niveau international. D'autres expériences fructueuses ont suivi, notamment des projets de coopération dans le secteur du transport aérien et ferroviaire, et un partenariat élargi se développe dans des secteurs de pointe (biotechnologie, spatial, informatique), les industries de la communication (autoroute de l'information) et l'agroalimentaire.
- Enfin, le Canada et la France entretiennent de fructueuses relations dans le secteur de la science et des technologies. Il existe présentement 23 accords de coopération entre le Canada et la France, le quatrième investisseur mondial en R-D. La coopération avec ce pays revêt une importance capitale dans le contexte européen surtout depuis la récente signature d'un accord de coopération en matière de science et technologie entre le Canada et l'Union européenne. La France devient ainsi un partenaire privilégié du Canada ce qui permet à nos chercheurs d'avoir accès aux projets européens.
- La France et le Canada, grands pays exportateurs à l'échelle mondiale, sont conscients du poids croissant, dans leurs échanges, de leur zone d'intégration régionale respective : Union européenne pour le premier, et ALENA pour le second. Loin d'être un handicap, ce phénomène constitue un atout sur lequel il convient de miser, les entrepreneurs de chaque pays mettant à la disposition les uns des autres l'accès à leur marché régional respectif et leur connaissance de celui-ci.
- La globalisation de l'économie et des échanges mondiaux a fait apparaître un phénomène nouveau. Les relations économiques bilatérales entre deux pays se sont longtemps limitées au commerce des produits et les investissements suivaient ce commerce au lieu de le précéder. Aujourd'hui, avec la libéralisation progressive de l'économie mondiale, ce sont les investissements, les alliances stratégiques et les transferts de technologie qui sont en voie de devenir le principal moteur des relations économiques entre pays industrialisés appartenant à des entités économiques régionales. À cet égard, l'évolution récente des relations économiques France-Canada constitue une illustration tout à fait éloquente de ce phénomène.



M. Jean Chrétien Premier ministre du Canada

M. Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et il a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres les Affaires indiennes et du Nord, l'Industrie et le Commerce, les Finances, la Justice, l'Énergie, les Mines et les Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976; il a été nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en juin 1984.

En septembre 1984, en tant que membre de l'Opposition, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986 pour retourner à la pratique du droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw de 1986 à 1990. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corporation.

Quatre ans plus tard, M. Chrétien est revenu à la politique. Le 23 juin 1990, il a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle, il est devenu officiellement chef de l'Opposition en décembre 1990.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice le 25 octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le 20^e premier ministre du Canada le 4 novembre 1993.

M. Chrétien a épousé Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957 et ils ont trois enfants.

M. Alain Juppé Premier ministre de la République française

M. Alain Juppé est né à Mont-de-Marsan, dans les Landes en 1945. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégé de lettres classiques, il est un ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration. Il passera à l'inspection des finances avant d'entrer au cabinet du premier ministre Jacques Chirac en 1976. Au cabinet du ministre de la Coopération (1976-1978), il deviendra délégué national au Rassemblement pour la République (RPR). Il entrera finalement au cabinet de M. Chirac à la mairie de Paris.

Élu conseiller de la capitale en 1983 (deuxième adjoint chargé du budget), il entrera au Parlement européen en 1984. En 1986, il est élu député de Paris et devient ministre délégué auprès d'Édouard Balladur, chargé du budget et porte-parole du gouvernement. Réélu député en 1988, il accédera au secrétariat général du RPR. M. Juppé a été confirmé au poste de secrétaire général au terme des assises du RPR en mars 1993 et réélu député le 28 mars.

M. Juppé a été nommé ministre des Affaires étrangères en mars 1993 dans le cabinet d'Édouard Balladur. En mai 1995, il est nommé premier ministre par le président Chirac, et en juin 1995 il est élu maire de la ville de Bordeaux.

FRANCE

Capitale: Paris

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

550 000 km²

Population

58 millions d'habitants (1995)

Taux de croissance de la population 0,5 % (1995)

Données politiques

Système politique

République, démocratie parlementaire, 2 chambres

Le président Jacques Chirac (RPR)

Le premier ministre Alain Juppé (RPR)

Le ministre des Affaires étrangères Hervé de Charette (UDF)

Le ministre de l'industrie, des postes et des télécommunications Franck Borotra (RPR)

Le ministre délégué aux Finances et au Commerce extérieur Yves Galland (UDF)

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral (Sénat, Assemblée nationale)

Indice du développement humain de l'ONU

La France se classe 8° sur 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

Ambassade du Canada 35, avenue Montaigne 75008 Paris, France

Téléphone : (011-33-1) 44 43 29 00 Télécopieur : (011-33-1) 44 43 29 99



DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

1,573 billion \$ US (1995)

Taux de croissance du PIB 2,4 % (1995)

PIB par habitant 27 119 \$ US (1995)

Taux d'inflation 1,8 % (1995)

Taux de chômage 11,6 % (1995)

Dette nationale pubique 1.8 % du PIB

Déficit du secteur public 5.7 % du PIB

Principales exportations

Machines et équipements, produits semi-finis, biens de consommation, véhicules et produits agroalimentaires

Principales importations

Machines et équipements, produits semi-finis, biens de consommation, véhicules, produits énergétiques

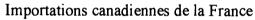
LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE

COMMERCE DES MARCHANDISES (1995)

Exportations canadiennes en France

Total: 1,9 milliard \$

Principales exportations (en millions \$): pâte de bois (355), aéronefs et pièces d'aéronef (314), machines (311), produits chimiques (86), cuivre (65), minerais métalliques (65), papier (64), produits en bois (63), poissons et fruits de mer (62), appareils techniques (41)



Total: 1985: 3,1 milliards \$
Principales importations (en millions \$): aéronefs (444),
matériel électrique (416), machines (348), boissons (274),
métaux (169), produits chimiques organiques (151),
imprimés (123), cosmétiques (103), appareils (93),
véhicules (92)

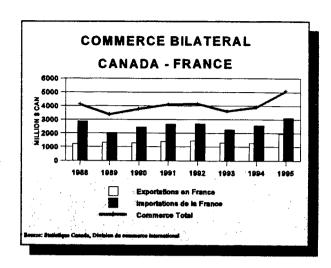


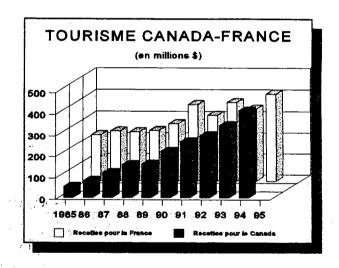
Investissement canadien direct en France

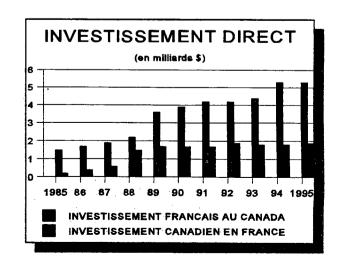
1985 : 0,2 milliard \$ 1995 : 1,9 milliards \$ Principaux secteurs : télécommunications, matériel de transport, agro-alimentaire, commerce

Investissement français direct au Canada

1985: 1,5 milliard \$ 1995: 5,3 milliards \$ Principaux secteurs: fabrication, commerce, services, ressources naturelles









CA1 EA 96V36 FRE DOCS Visite du Premier ministre Alain Juppe du 9 au 11 juin 1996 43278894